

Questions orales

M. Macdonald (Rosedale): L'actuel sous-ministre.

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): ... le gouvernement a-t-il arrêté sa capacité maximale de débit, et quelle date de mise en service a été convenue?

● (1430)

M. Macdonald (Rosedale): Le maximum serait d'environ 500,000 barils par jour. Un facteur pertinent de la discussion est la question de savoir si l'on cherche à obtenir autant de pétrole que le pipe-line peut en transporter, ou peut-être la moitié.

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Comme il y a plus de quatre mois que le ministre a annoncé l'intention du gouvernement de passer à la construction de ce pipe-line, puis-je demander quels sont les principaux obstacles à la mise en marche de ce projet? Est-ce une question de financement? Demande-t-on au gouvernement fédéral d'apporter une contribution financière et, si oui, peut-on surmonter cette difficulté?

M. Macdonald (Rosedale): Je dirais que le principal obstacle qui se pose est celui de la route et, partant, de la disponibilité des approvisionnements.

L'AMÉNAGEMENT D'UN OLÉODUC VERS MONTRÉAL—
L'APPROVISIONNEMENT DE LA CÔTE EST

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): A la lumière de toutes les conversations qui ont eu lieu depuis deux ou trois mois, le ministre nous dirait-il si le gouvernement a abandonné l'idée de prolonger ce pipe-line au-delà de Montréal vers la mer de sorte que les quatre provinces atlantiques puissent être assurées d'un approvisionnement de pétrole brut de 12 mois?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Je devrais dire au député que ce pourrait être possible en cas d'urgence, mais que la situation actuelle du pétrole au Canada ne permet pas ce genre d'approvisionnement. Toutefois, le gouvernement étudie de très près la possibilité de prolonger vers l'est le réseau de pipe-line grâce à d'autres canalisations de raccordement.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'INCIDENCE DES POUSSÉES INFLATIONNISTES SUR LES
COÛTS—LES MESURES ENVISAGÉES

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Étant donné qu'à la page 19 de sa revue de décembre, la Banque du Canada exprime l'avis que l'ampleur de la décélération de la hausse du coût de la vie dépend dans une très large mesure de l'évolution des coûts au Canada, le ministre dira-t-il à la Chambre s'il est prêt à prendre des mesures précises maintenant pour lutter contre les pressions à la hausse et, si oui, quelles sont ces mesures et quand les prendra-t-il?

[M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain).]

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Ce rapport souligne la complexité de l'interaction entre la demande mondiale, les forces inflationnistes et la réaction au Canada des pressions sur les coûts et, dans tout le rapport, on affirme très catégoriquement que l'augmentation marquée du prix du pétrole de même que la hausse des prix des marchandises et des produits alimentaires constituent le principal facteur d'inflation au pays.

M. Hees: Le ministre ne conviendrait-il pas que la réponse qu'il vient de donner n'est ni plus ni moins que du charabia et démontre qu'il ne comprend rien au problème et qu'il ne veut rien y faire?

M. l'Orateur: A l'ordre. La question supplémentaire du député prête à controverse.

M. Hees: C'était à dessein.

* * *

QUESTION POSÉE AU CABINET

M. Dan McKenzie (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. Étant donné que 10 p. 100 environ des sénateurs nommés par les libéraux passent le plus clair de leur temps, sinon tout leur temps, à des activités politiques pour le compte du parti libéral, notamment les sénateurs Molgat, Davey...

M. l'Orateur: A l'ordre. Même si le député n'en est apparemment qu'au milieu de sa question, j'ai déjà un certain nombre de raisons de m'y opposer. Il reconnaîtra sans doute qu'il ne peut formuler des allégations ou faire des déclarations en préambule à sa question. Je signale d'autre part aux honorables députés qu'il n'est pas de bon ton de prendre les membres de l'autre endroit à partie—si l'on veut bien me passer le mot.

M. McKenzie: Une question supplémentaire, monsieur...

M. l'Orateur: Je doute que le député puisse poser une question qui se rattache à une question principale déclarée tout à fait irrecevable. Le député de Trinity a la parole.

* * *

L'INDUSTRIE

L'INCIDENCE DES RECOMMANDATIONS DE LA CCT
RELATIVES À LA SÉCURITÉ DES CHEMINS DE FER SUR LES
FRAIS DE TRANSPORT

L'hon. Paul Hellyer (Trinity): Ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce, monsieur l'Orateur. Comme la Commission canadienne des transports a récemment recommandé aux chemins de fer de réduire leurs chargements de marchandises et leur vitesse économique, son ministère a-t-il songé, advenant l'exécution d'une telle recommandation, aux frais industriels accrus qui en résulteraient pour ce qui est du transport?